

## Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2019





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -107,676 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2019 s'élève à -107,676 Md€ contre -106,810 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,866 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 5,660 Md€, une hausse des recettes nettes de 1,390 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 3,402 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 287,835 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'État** : 12,661 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (12,563 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,905 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,687 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,890 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,639 Md€, essentiellement au titre des programmes « Formations supérieures et recherche universitaire » (1,987 Md€) et « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,723 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,111 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,844 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,864 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2019 s'élèvent à 287,835 Md€ contre 282,175 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,660 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 4,446 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,387 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,190 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,121 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,696 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,907 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,716 Md€) ;

► **Mission Écologie, développement et mobilité durable** : 1,180 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,039 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,766 Md€).

des versements au titre de la prime d'activité pour 4,170 Md€), des dépenses de personnel pour 1,564 Md€ (hausse prévue en LFI 2019) et des dépenses d'investissement (0,667 Md€), compensées en partie par la baisse des charges de la dette de l'État (-1,274 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 185,369 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 9,433 Md€ ;

► **IR net** : 7,564 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,895 Md€, dont 1,613 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,175 Md€ au titre des autres taxes intérieures (principalement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 3,055 Md€, dont 2,532 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Fonds de concours** : 1,946 Md€, principalement au titre de versements reçus de France compétences ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,080 Md€ ;

► **IS net (hors CSB)** : -1,302 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 2,316 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne** : -1,756 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales** : -3,523 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,015 Md€, et le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour -1,023 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 222,949 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2019 s'élèvent à 222,949 Md€ contre 221,619 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,330 Md€) s'explique par une hausse des recettes de TVA nette de 5,303 Md€ et d'IS net de 3,583 Md€ (principalement en raison de R&D d'IS inférieurs de 1,974 Md€ à ceux de 2018).

Ces hausses sont partiellement compensées par la

baisse des recettes d'IR net de 8,466 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier infra-annuel d'encaissement des recettes et de R&D en hausse de 10,004 Md€ (dont des crédits et réductions d'impôt intervenus mi-janvier et le Crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

## Recettes non fiscales : 9,879 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2019 s'élèvent à 9,879 Md€ contre 8,456 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,423 Md€) s'explique notamment

par les produits des participations de l'État dans les entreprises financières, en hausse de 0,851 Md€ (en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€).

## Prélèvements sur les recettes de l'État : -52,807 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'État à fin octobre 2019 s'élèvent à -52,807 Md€ contre -49,653 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,154 Md€) s'explique principalement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'État au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,684 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

## Fonds de concours : 5,348 Md€

Les fonds de concours à fin octobre 2019 s'élèvent à 5,348 Md€ contre 3,558 Md€ à fin octobre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,790 Md€) s'explique essentiellement par la hausse du fonds de concours « Travail, relations sociales et solidarité ».

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,211 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,813 Md€ et des recettes pour 31,306 Md€ (dont 30,606 Md€ au titre de l'échéance de la taxe foncière du 15 octobre) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État** » présente des dépenses pour 12,883 Md€ (principalement au titre des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 12,720 Md€ (essentiellement au titre de l'abondement par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2019 s'élève à -5,211 Md€ contre -8,613 Md€ à fin octobre 2018.

Cette évolution (+3,402 Md€) s'explique principalement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de 1,168 Md€ (essentiellement le solde du compte « Participations

► Le compte « **Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 4,524 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,561 Md€ et des recettes pour 0,604 Md€.

financières de l'État » pour 0,733 Md€, en raison du versement d'une dotation à l'Epic Bpifrance en 2018) et des comptes de concours financiers pour 1,911 Md€ (principalement le solde du compte « Avances à l'audiovisuel public » pour 0,818 Md€, et le solde du compte « Prêts à des États étrangers » pour 0,559 Md€).

## Dettes financières de l'Etat au 31 octobre : 1 836,760 Md€

La dette financière est en augmentation de 73,342 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 72,655 Md€). Le montant net des BTF a augmenté de 0,879 Md€.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page
	Octobre	2019	2018 retraité 2018 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	1 337	-107 676	-106 810 -86 981	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	36 393	287 835	282 175 282 753	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	20 090	185 369	183 979 204 385	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)				
- IR	7 564	56 865	65 331 65 331	
- IS *	-1 302	16 729	13 146 13 146	
- TVA	9 433	106 485	101 182 127 735	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	17 641	-5 211	-8 613 -8 613	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	682	130 593		16
Dette financière de l'Etat	-23 141	1 836 760		17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 688	109 462	107 898	107 914
Dépenses de fonctionnement	5 570	45 900	45 692	45 948
Charges de la dette de l'Etat	12 563	38 863	40 137	40 137
Dépenses d'investissement	537	10 222	9 555	9 555
Dépenses d'intervention	6 993	81 199	76 753	77 060
Dépenses d'opérations financières	43	1 197	1 148	1 148
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>36 393</b>	<b>287 835</b>	<b>282 175</b>	<b>282 753</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 881	222 949	221 619	241 428
Recettes non fiscales	542	9 879	8 456	9 057
Prélèvements sur recettes	-5 279	-52 807	-49 653	-49 658
Fonds de concours	1 946	5 348	3 558	3 558
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>20 090</b>	<b>185 369</b>	<b>183 979</b>	<b>204 385</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>25 369</b>	<b>238 177</b>	<b>233 632</b>	<b>254 043</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-16 303</b>	<b>-102 465</b>	<b>-98 196</b>	<b>-78 368</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	222	3 824	2 656	2 656
Solde des comptes de concours financiers	17 582	-9 869	-11 780	-11 780
Solde des comptes de commerce	-158	728	426	426
Solde des comptes d'opérations monétaires	-30	48	1 993	1 993
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>17 641</b>	<b>-5 211</b>	<b>-8 613</b>	<b>-8 613</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>1 337</b>	<b>-107 676</b>	<b>-106 810</b>	<b>-86 981</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 688</b>	<b>109 462</b>	<b>107 898</b>	<b>107 914</b>
Rémunérations d'activité	6 141	62 687	61 719	61 726
Cotisations et contributions sociales	4 475	46 154	45 551	45 561
Prestations sociales et allocations diverses	71	621	628	628
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>25 706</b>	<b>178 373</b>	<b>174 277</b>	<b>174 839</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5 570</b>	<b>45 900</b>	<b>45 692</b>	<b>45 948</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 156	19 427	19 861	20 347
Subventions pour charges de service public	3 415	26 473	25 832	25 601
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>12 563</b>	<b>38 863</b>	<b>40 137</b>	<b>40 137</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	12 563	38 863	40 137	40 137
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>537</b>	<b>10 222</b>	<b>9 555</b>	<b>9 555</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	464	7 878	7 429	7 429
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	72	2 344	2 126	2 126
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>6 993</b>	<b>81 199</b>	<b>76 753</b>	<b>77 060</b>
Transferts aux ménages	3 542	44 222	39 791	39 826
Transferts aux entreprises	663	12 216	12 347	12 601
Transferts aux collectivités territoriales	906	6 868	6 841	6 750
Transferts aux autres collectivités	1 881	17 862	17 752	17 861
Appels en garantie	0	31	22	22
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>43</b>	<b>1 197</b>	<b>1 148</b>	<b>1 148</b>
Prêts et avances	1	184	69	69
Dotations en fonds propres	42	447	510	510
Dépenses de participations financières	0	567	569	569
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>36 393</b>	<b>287 835</b>	<b>282 175</b>	<b>282 753</b>





Mois d'octobre	Cumul à fin octobre 2019		Cumul à fin octobre 2018 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>46</b>	<b>26</b>	<b>2</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	0	9	5	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	16	4	31	18	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat <sup>(1)</sup>	1	1	6	3	2
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>249</b>	<b>268</b>	<b>2 526</b>	<b>2 356</b>	<b>2 502</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	207	211	1 530	1 446	1 557
Diplomatie culturelle et d'influence	16	28	664	602	631
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	26	316	302	313
Présidence française du G7	1	3	15	6	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>236</b>	<b>223</b>	<b>2 277</b>	<b>2 256</b>	<b>2 303</b>
Administration territoriale	151	140	1 381	1 350	1 366
Vie politique, culturelle et associative	13	12	146	143	168
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	72	70	749	763	769
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>170</b>	<b>216</b>	<b>2 392</b>	<b>2 311</b>	<b>2 323</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	77	117	1 451	1 384	1 392
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	46	435	424	425
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	53	507	503	507
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>710</b>	<b>83</b>	<b>3 551</b>	<b>2 221</b>	<b>2 294</b>
Aide économique et financière au développement	-29	19	915	715	782
Solidarité à l'égard des pays en développement	739	64	2 636	1 507	1 512
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>6</b>	<b>38</b>	<b>1 890</b>	<b>1 809</b>	<b>1 929</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	4	30	26	34
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	11	1 761	1 684	1 811
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	23	99	99	84
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>191</b>	<b>1 039</b>	<b>15 589</b>	<b>15 544</b>	<b>16 336</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	107	147	1 622	1 499	1 430
Aide à l'accès au logement	4	766	13 037	13 035	13 913
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	33	57	394	446	474
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	15	26	124	164	150
Interventions territoriales de l'Etat	2	4	25	38	36
Politique de la ville	31	37	389	361	332
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>565</b>	<b>554</b>	<b>536</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	36	330	331	318
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	19	192	180	176
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	8
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>148</b>	<b>161</b>	<b>2 598</b>	<b>2 150</b>	<b>2 197</b>
Patrimoines	39	38	877	585	645
Création	17	34	725	627	635
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	92	89	995	938	917
<b>DEFENSE</b>	<b>3 254</b>	<b>3 111</b>	<b>39 955</b>	<b>37 685</b>	<b>36 461</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	47	142	1 052	1 262	1 199
Préparation et emploi des forces	827	864	10 634	7 468	7 398
Soutien de la politique de la défense	1 756	1 844	19 397	19 423	19 138
Equippedement des forces	623	262	8 873	9 531	8 727
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>126</b>	<b>134</b>	<b>1 060</b>	<b>993</b>	<b>944</b>
Coordination du travail gouvernemental	54	73	505	498	444
Protection des droits et libertés	10	10	81	79	78
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	62	51	475	416	423



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2019		Cumul à fin octobre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>412</b>	<b>1 180</b>	<b>13 094</b>	<b>11 953</b>	<b>11 114</b>
Infrastructures et services de transports	174	444	4 585	4 282	4 324
Affaires maritimes	10	12	140	127	101
Paysages, eau et biodiversité	10	10	135	117	115
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	3	84	465	461	448
Prévention des risques	30	114	715	699	721
Energie, climat et après-mines	19	69	1 020	1 014	452
Service public de l'énergie	-55	205	3 545	2 745	2 425
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	224	242	2 491	2 508	2 527
<b>ECONOMIE</b>	<b>90</b>	<b>99</b>	<b>1 492</b>	<b>1 455</b>	<b>1 493</b>
Développement des entreprises et régulations	36	45	732	706	748
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	35	373	370	370
Stratégie économique et fiscale	19	19	387	379	375
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>12 563</b>	<b>12 661</b>	<b>38 995</b>	<b>39 147</b>	<b>40 600</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	12 563	12 563	38 863	38 863	40 137
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	60	60	40
Epargne	1	1	73	47	91
Majoration de rentes <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	97	0	178	190
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 762</b>	<b>5 905</b>	<b>60 591</b>	<b>60 463</b>	<b>59 646</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 883	1 890	18 747	18 742	18 291
Enseignement scolaire public du second degré	2 674	2 687	27 499	27 490	27 250
Vie de l'élève	342	405	4 858	4 835	4 751
Enseignement privé du premier et du second degrés	542	553	6 380	6 378	6 345
Soutien de la politique de l'éducation nationale	207	240	1 898	1 826	1 843
Enseignement technique agricole	115	129	1 209	1 190	1 165
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>884</b>	<b>874</b>	<b>8 736</b>	<b>8 522</b>	<b>8 588</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	680	658	6 452	6 358	6 414
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	67	71	778	727	751
Facilitation et sécurisation des échanges	133	133	1 312	1 277	1 254
Fonction publique	4	12	194	160	168
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>95</b>	<b>125</b>	<b>1 489</b>	<b>1 323</b>	<b>1 273</b>
Immigration et asile	83	110	1 191	1 048	1 004
Intégration et accès à la nationalité française	12	16	298	275	269
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>940</b>	<b>1 070</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	143
Valorisation de la recherche	0	0	0	403	217
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	364	710
<b>JUSTICE</b>	<b>577</b>	<b>760</b>	<b>7 244</b>	<b>7 257</b>	<b>6 911</b>
Justice judiciaire	281	275	2 917	2 851	2 829
Administration pénitentiaire	133	321	2 748	2 941	2 748
Protection judiciaire de la jeunesse	75	72	735	681	659
Accès au droit et à la justice	55	54	438	436	361
Conduite et pilotage de la politique de la justice	34	38	403	345	311
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>12</b>	<b>87</b>	<b>468</b>	<b>473</b>	<b>437</b>
Presse et médias	6	11	205	205	226
Livre et industries culturelles	5	75	263	268	212
<b>OUTRE-MER</b>	<b>104</b>	<b>119</b>	<b>2 251</b>	<b>1 865</b>	<b>1 774</b>
Emploi outre-mer	23	27	1 729	1 420	1 304
Conditions de vie outre-mer	82	92	523	445	470



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2019		Cumul à fin octobre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>992</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>292</b>	<b>3 639</b>	<b>26 290</b>	<b>25 608</b>	<b>24 476</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	101	1 987	13 262	13 253	12 571
Vie étudiante	99	403	2 436	2 253	2 204
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	25	723	6 046	5 801	5 611
Recherche spatiale	0	134	1 768	1 630	1 428
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	25	325	1 595	1 606	1 511
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	22	36	615	595	667
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	116	120
Recherche culturelle et culture scientifique	2	1	108	73	74
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	29	289	282	289
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>544</b>	<b>5 755</b>	<b>5 655</b>	<b>5 778</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	341	3 800	3 712	3 777
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	122	748	748	756
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	81	1 208	1 195	1 245
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>240</b>	<b>260</b>	<b>3 251</b>	<b>2 843</b>	<b>3 016</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	239	251	3 087	2 662	2 799
Concours spécifiques et administration	1	8	164	181	217
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>10 261</b>	<b>10 238</b>	<b>118 607</b>	<b>118 557</b>	<b>106 814</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 232	9 208	105 473	105 423	96 147
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	1 030	1 030	13 134	13 134	10 667
<b>SANTE</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>1 304</b>	<b>1 073</b>	<b>1 026</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1	16	391	333	326
Protection maladie	0	0	913	740	699
<b>SECURITES</b>	<b>1 832</b>	<b>1 696</b>	<b>17 632</b>	<b>16 990</b>	<b>16 460</b>
Police nationale	890	907	9 129	9 025	8 687
Gendarmerie nationale	872	716	8 077	7 498	7 313
Sécurité et éducation routières	5	7	36	29	25
Sécurité civile	64	66	389	437	434
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>130</b>	<b>2 387</b>	<b>22 491</b>	<b>22 117</b>	<b>17 461</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	62	1 190	9 626	9 523	5 285
Handicap et dépendance	0	1 121	11 564	11 382	10 952
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	23	22	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	65	74	1 278	1 190	1 204
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>1 085</b>	<b>853</b>	<b>695</b>
Sport	5	9	269	231	222
Jeunesse et vie associative	12	12	585	576	426
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	46	47
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>621</b>	<b>686</b>	<b>11 940</b>	<b>10 402</b>	<b>11 531</b>
Accès et retour à l'emploi	376	489	5 435	5 365	6 091
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	187	133	5 900	4 416	4 815
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	7	42	70	62
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	56	563	551	563
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>39 056</b>	<b>46 631</b>	<b>416 155</b>	<b>406 391</b>	<b>388 989</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>28 795</b>	<b>36 393</b>	<b>297 548</b>	<b>287 835</b>	<b>282 175</b>

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 825</b>	<b>72 432</b>	<b>70 894</b>	<b>70 894</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>902</b>	<b>3 899</b>	<b>4 079</b>	<b>4 079</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>1 033</b>	<b>49 272</b>	<b>47 599</b>	<b>47 599</b>
Impôt sur les sociétés	1 014	48 211	46 602	46 602
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	19	1 061	998	998
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>3 055</b>	<b>17 301</b>	<b>16 851</b>	<b>10 170</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	881	781	781
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	295	4 325	4 037	4 037
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	122	1 825	1 653	1 653
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	145	133	133
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	18	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	25	17	17
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	28	23	23
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	93	66	66
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	196	197	197
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2
Prélèvements de solidarité	2 532	9 347	9 028	2 573
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	4	4
Recettes diverses	5	413	910	684
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 080</b>	<b>9 659</b>	<b>10 336</b>	<b>10 463</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 328</b>	<b>157 174</b>	<b>147 932</b>	<b>174 485</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 895</b>	<b>31 769</b>	<b>30 740</b>	<b>30 551</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	111	479	442	442
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	148	134	134
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	13	11	11



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	374	2 385	1 987	1 987
Mutations à titre gratuit par décès	1 239	10 030	11 073	11 073
Contribution de sécurité immobilière	76	649	609	609
Autres conventions et actes civils	34	356	407	407
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	45	446	409	409
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	49	193	82	166
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	142	164	164
Timbre unique	47	318	274	274
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 175	9 371	9 107	9 107
Autres droits et recettes accessoires	0	4	20	20
Amendes et confiscations	3	41	33	33
Taxe générale sur les activités polluantes	216	1 756	549	549
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	180	177	177
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	44	42	42
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	44	43	43
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	199	1 860	1 773	1 773
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	81	692	647	647
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	342	352	352
Prélèvement sur les paris sportifs	44	437	382	382
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	53	53	53
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	79	814	979	754
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	38	348	365	317
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>33 118</b>	<b>341 506</b>	<b>328 433</b>	<b>348 242</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>22 881</b>	<b>222 949</b>	<b>221 619</b>	<b>241 428</b>



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>4 917</b>	<b>4 498</b>	<b>4 498</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 531	2 680	2 680
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	483	483
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 369	1 331	1 331
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	4	4
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>127</b>	<b>667</b>	<b>504</b>	<b>1 239</b>
Revenus du domaine public non militaire	11	129	162	162
Autres revenus du domaine public	1	4	7	7
Revenus du domaine privé	51	270	49	49
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	44	171	184	184
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	21	89	91	826
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	5	11	11
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>222</b>	<b>1 351</b>	<b>1 132</b>	<b>998</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	40	305	285	285
Autres frais d'assiette et de recouvrement	101	803	780	647
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	38	37	37
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	79	203	27	27
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>56</b>	<b>347</b>	<b>336</b>	<b>336</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	13	62	66	66
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	4	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	5	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	7	38	38	38
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	33	172	137	137
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	60	79	79



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>53</b>	<b>1 355</b>	<b>865</b>	<b>865</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	-1	209	141	141
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	120	39	39
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	48	953	613	613
Frais de poursuite	1	10	8	8
Frais de justice et d'instance	1	8	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>84</b>	<b>1 241</b>	<b>1 121</b>	<b>1 121</b>
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	205	237	237
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	187	192	192
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	9	9
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	1	113	21	21
Recouvrements après admission en non-valeur	11	100	109	109
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	27	36	36
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	26	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	271	241	241
Produits divers	-3	20	64	64
Autres produits divers	20	231	165	165
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>542</b>	<b>9 879</b>	<b>8 456</b>	<b>9 057</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 523</b>	<b>-33 323</b>	<b>-32 853</b>	<b>-32 858</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 015	-22 888	-22 895	-22 900
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-5	-5	-5
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-11	-26	-18	-18
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 023	-3 812	-3 444	-3 444
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-131	-2 141	-1 890	-1 890
<b>Dotations</b> élu local	-45	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-32	-56	-56
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-326	-322	-322
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-2 494	-2 552	-2 552
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-26	-424	-468	-468
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-89	-83	-83
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-22	-262	-302	-302
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-91	-87	-87
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 756</b>	<b>-19 484</b>	<b>-16 800</b>	<b>-16 800</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 279</b>	<b>-52 807</b>	<b>-49 653</b>	<b>-49 658</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	1 921	5 091	3 325	3 325
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	25	257	233	233
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 946</b>	<b>5 348</b>	<b>3 558</b>	<b>3 558</b>





unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 938</b>	<b>6 160</b>	<b>58 064</b>	<b>60 947</b>	<b>61 887</b>	<b>63 603</b>	<b>3 824</b>	<b>2 656</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	7	37	260	372	410	511	150	139
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	31	149	722	831	1 344	1 384	622	554
Développement agricole et rural	27	2	115	116	136	130	21	14
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	37	32	256	249	316	313	60	64
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 385	1 390	1 718	1 684	333	294
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	15	245	272	664	275	419	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	2	7	633	3 437	401	2 472	-232	-965
Pensions	5 238	5 312	48 524	48 075	49 908	49 753	1 384	1 678
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	89	430	359	649	271	219
Transition énergétique	561	604	5 623	5 775	6 514	6 284	891	509
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>13 737</b>	<b>31 319</b>	<b>98 452</b>	<b>103 145</b>	<b>88 584</b>	<b>91 366</b>	<b>-9 869</b>	<b>-11 780</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4 524	84	6 065	12 778	1 042	7 366	-5 023	-5 412
Avances à l'audiovisuel public	322	-151	3 216	3 246	2 448	1 658	-769	-1 587
Avances aux collectivités territoriales	8 813	31 306	88 457	86 092	84 795	81 998	-3 662	-4 095
Prêts à des Etats étrangers	42	80	409	978	298	308	-111	-670
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	36	0	305	52	1	36	-304	-16
<b>Comptes de commerce</b>	<b>13 257</b>	<b>13 099</b>	<b>42 971</b>	<b>44 017</b>	<b>43 699</b>	<b>44 443</b>	<b>728</b>	<b>426</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	63	13	610	535	603	600	-7	65
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	13	143	140	141	138	-3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	164	164	939	868	939	868	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	102	136	481	485	571	474	89	-12
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	12 883	12 720	40 413	41 642	40 439	41 680	26	39
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés <sup>(1)</sup>	0	9	1	4	9	10	8	6
Opérations commerciales des domaines	5	8	41	36	71	56	30	20
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	22	21	19	19	-2	-3
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	22	34	322	286	908	598	586	312
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>63</b>	<b>33</b>	<b>1 487</b>	<b>665</b>	<b>1 535</b>	<b>2 657</b>	<b>48</b>	<b>1 993</b>
Emission des monnaies métalliques	12	9	96	128	206	206	110	78
Opérations avec le Fonds Monétaire International	47	22	1 382	527	1 323	2 436	-59	1 908
Pertes et bénéfices de change	4	2	10	10	6	16	-4	6
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>32 995</b>	<b>50 611</b>	<b>200 975</b>	<b>208 774</b>	<b>195 706</b>	<b>202 069</b>	<b>-5 269</b>	<b>-6 705</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>32 948</b>	<b>50 589</b>	<b>199 593</b>	<b>208 247</b>	<b>194 382</b>	<b>199 633</b>	<b>-5 211</b>	<b>-8 613</b>

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	-2	365
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-84	334
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>796</b>	<b>-86</b>	<b>709</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 502	1 504	4 005
	Départements	7 206	-717	6 488
	Communes	25 649	-1 197	24 452
	HLM	310	-88	222
	Autres	25 278	-946	24 332
	<b>Total CEPL</b>	<b>60 944</b>	<b>-1 444</b>	<b>59 499</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 179</b>	<b>41</b>	<b>5 220</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	3 893	15 779
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	1 687	7 149
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	2 809	6 424
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	206	1 524
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>22 282</b>	<b>8 594</b>	<b>30 876</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>12 362</b>	<b>497</b>	<b>12 860</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>2 143</b>	<b>4 647</b>	<b>6 791</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	6	58	
GIP	777	222	998	
EPLF	2 523	518	3 041	
Autres correspondants	9 788	734	10 523	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 187</b>	<b>1 432</b>	<b>14 619</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>116 892</b>	<b>13 681</b>	<b>130 573</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-2	20
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>22</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>116 914</b>	<b>13 679</b>	<b>130 593</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>116 913</b>	<b>13 679</b>	<b>130 593</b>



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2019
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 756 420</b>	<b>73 534</b>	<b>1 829 954</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 643 520</b>	<b>72 655</b>	<b>1 716 175</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	72 655	1 716 175
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	69 422	1 493 320
- <i>taux variable</i>	194 761	3 700	198 461
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>112 900</b>	<b>879</b>	<b>113 779</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	879	113 779
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 998</b>	<b>-191</b>	<b>6 806</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 763 417</b>	<b>73 342</b>	<b>1 836 760</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.